



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante et unième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 18 juillet 1966

à 15 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 14 de l'ordre du jour:

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (*fin*) 139

Président : M. T. BOUATTOURA (Algérie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Algérie, Cameroun, Canada, Chili, Dahomey, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Grèce, Inde, Irak, Iran, Luxembourg, Maroc, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Italie, Japon, Koweït, Norvège, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Organisation météorologique mondiale.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (E/4150, E/4219) (*fin*)

1. M. HOO (Commissaire à la coopération technique) appelle l'attention du Conseil sur le chapitre VIII du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur sa deuxième session (E/4219), où l'on trouve un résumé de la discussion qui a eu lieu et des décisions prises au sujet des activités de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'organe exécutif pour la coopération technique. En effet, le Conseil d'administration du PNUD est aussi, dans le cadre de l'ONU, l'organe intergouvernemental auquel le Conseil et l'Assemblée générale ont confié la tâche de superviser l'ensemble des activités de coopération technique relevant du Secrétaire général. Pour les institutions spécialisées, cette tâche est exécutée,

au niveau intergouvernemental, par les organes directeurs ou par des comités d'assistance technique spécialement constitués à cet effet.

2. Les activités de coopération technique de l'ONU comprennent la participation au Programme élargi d'assistance technique, le programme ordinaire d'assistance technique inscrit au titre V du budget de l'Organisation, les projets du Fonds spécial dont l'ONU est l'agent d'exécution et les opérations financées par des fonds d'affectation spéciale (*funds in-trust*). En 1965, les dépenses et les engagements se sont élevés au total à 34 millions de dollars, contre 32,9 millions de dollars en 1964 et 23,2 millions de dollars en 1963. Cette progression est due dans une large mesure au développement des activités du Fonds spécial, encore que les opérations liées aux fonds d'affectation spéciale aient atteint, en 1965, plus de 4 millions de dollars. Ce mode de financement prend de plus en plus d'importance et s'applique à des opérations de plus en plus variées ; il fera l'objet d'un rapport spécial du Secrétaire général à une prochaine session du Conseil d'administration. Pour ce qui est de l'aide autre que financière, les services d'experts venant de 94 pays et ayant rempli 2 364 missions ont été fournis au titre des programmes pour 1965. Des bourses de perfectionnement ont été accordées à 1 262 ressortissants de 115 pays et territoires pour leur permettre d'accomplir des études dans 72 pays.

3. Le Conseil d'administration a pris la succession du Comité de l'assistance technique en tant qu'organe chargé de superviser les opérations d'assistance technique de l'ONU. Cette tâche consiste à passer en revue l'ensemble des activités de la dernière année complète d'opérations, à approuver le programme proposé pour l'année à venir, à formuler des recommandations concernant l'importance des plans à établir pour l'année suivante et les mesures à prendre au sujet de toute question de politique générale qui pourrait se poser.

4. Le montant des crédits affectés au programme ordinaire de 1965 sous le titre V du budget de l'ONU s'était élevé à 6,4 millions de dollars, et les sommes dépensées en 1965 s'élèvent à 6 393 000 dollars, soit 99,89 % de ce montant. Sur ce total, 48,7 % ont été consacrés au développement économique, 30,5 % au progrès social, 16,9 % à l'administration publique et 3,9 % aux services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et au contrôle des stupéfiants.

5. Pour 1967, le Conseil d'administration recommande à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil, l'ouverture de crédits s'élevant à 6,4 millions de dollars. A ce propos, le Conseil d'administration a donné son accord de principe aux propositions de programme

détaillées pour 1967 qui sont présentées d'après les demandes formulées en priorité par les pays et les propositions émanant des comités et commissions du Conseil. Le Conseil d'administration a autorisé le Secrétaire général à fixer provisoirement à 6,4 millions de dollars le montant des crédits devant servir d'objectif pour l'élaboration du programme ordinaire pour 1968, et par conséquent pour l'établissement, au printemps de 1967, des prévisions budgétaires initiales pour 1968. Un résumé de ces décisions ainsi que d'autres figure au paragraphe 225 du rapport susmentionné. Il est demandé au Conseil économique et social de se prononcer sur un projet de résolution qui figure dans l'annexe III à ce rapport. Son adoption permettrait au Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale des propositions budgétaires définitives pour 1967. En admettant que le projet de résolution soit adopté tel quel, le budget définitif atteindra 6,4 millions de dollars, et ces fonds seront utilisés aux fins indiquées dans les propositions de programme approuvées par le Conseil d'administration.

6. M. ISMAÏL (Pakistan) dit que la délégation pakistanaise approuve sans réserve l'opinion exprimée par le Directeur du PNUD, selon laquelle les pays en voie de développement devraient pouvoir disposer de plus de prêts à des conditions libérales et aussi de plus de fonds destinés au préinvestissement. Il importe que le service de la dette ne soit pas une charge indûment élevée pour les pays qui reçoivent une aide.

7. On relève avec satisfaction qu'un lien étroit a déjà été établi entre les activités de préinvestissement du PNUD et les activités d'investissement de la BIRD et d'autres établissements financiers. Il faut à tout prix réduire au minimum le délai qui s'écoule entre le moment où les demandes sont présentées et celui où elles sont acceptées et entre cette acceptation et le stade de l'exécution. Il convient d'examiner sans délai les demandes de préinvestissement, surtout si elles sont présentées immédiatement après une session du Conseil d'administration. La direction, qui est habilitée par le Conseil d'administration à approuver de telles demandes, pourrait dans certains cas statuer sans tarder sur les projets urgents et importants. Les organismes d'exécution n'ayant pas toujours fourni les services d'experts prévus dans le plan d'opérations, le représentant du Pakistan suggère que l'on indique aux gouvernements bénéficiaires les noms de plusieurs experts pour garantir que l'un d'eux au moins sera disponible.

8. La délégation pakistanaise relève avec satisfaction que le PNUD est prêt à collaborer activement avec l'UNCTAD dans les efforts que cet organisme accomplit en vue d'améliorer la situation commerciale des pays en voie de développement. En outre, elle approuve pleinement l'opinion exprimée au Conseil d'administration selon laquelle le PNUD a également un rôle à jouer pour aider à assurer des débouchés à une production agricole et industrielle accrue.

9. La délégation pakistanaise approuve la suggestion tendant à ce que le PNUD finance des projets pilotes et des projets de démonstration qui seraient de nature à susciter des investissements considérables et à réduire

les risques des promoteurs, et qui par conséquent favoriseraient l'industrialisation des pays en voie de développement. Elle estime que l'allocation financière de 24 % à l'industrie devrait être augmentée. Elle approuve la recommandation du Conseil d'administration tendant à ce que le Directeur lui soumette des projets qui puissent promouvoir le développement industriel des pays en voie de développement et estime que le PNUD devrait maintenir des relations étroites avec d'autres organismes des Nations Unies, tels que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'UNCTAD. Bien qu'il soit encourageant de noter que 3 000 projets d'un coût total de 1 500 millions de dollars ont été approuvés, il n'a été fourni que pour 19 millions de dollars de biens d'équipement; la proportion devrait être accrue.

10. En conclusion, le représentant du Pakistan rend hommage à l'action du PNUD qui, espère-t-il, permettra d'accélérer encore davantage le rythme de développement économique des pays en voie de développement.

11. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation trouve encourageant ce qui a été fait à la suite de la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial. C'est ainsi que les premières mesures ont été prises en vue de fusionner les personnels de ces deux organismes, et l'on peut espérer que cet effort d'intégration se poursuivra. A sa première réunion, le nouveau Bureau consultatif interorganisations a étudié avec une attention particulière certains des problèmes qui peuvent influencer sur l'efficacité des programmes, comme la pénurie d'experts dans certains domaines et le rôle central de plus en plus important des représentants résidents, qui ont la tâche de coordonner, dans les pays bénéficiaires, les activités des représentants locaux des institutions spécialisées.

12. Il est réjouissant aussi de constater que le Conseil d'administration a fourni la preuve décisive de son aptitude à travailler efficacement, que le nombre des projets approuvés en 1966 atteint un chiffre record, et qu'un certain nombre de questions de principe ont été résolues tandis que d'autres ont été définies en vue d'un examen ultérieur.

13. Le PNUD a déjà pris des dispositions en vue d'intégrer sa gestion financière. A titre d'essai, il a autorisé l'utilisation de 2 millions de dollars, à prélever sur le fonds de roulement, en vue d'accélérer les phases initiales d'exécution des projets de préinvestissement avant leur approbation par le Conseil d'administration; il conviendra toutefois d'user avec prudence de cette autorisation.

14. Constatant que le projet de résolution contenu dans l'annexe III du rapport sur la deuxième session tient compte des décisions et recommandations du Conseil d'administration concernant le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU pour 1967 et 1968, M. Roosevelt exprime l'espoir que ce projet de résolution sera adopté par le Conseil.

15. A la deuxième session du Conseil d'administration, la délégation des Etats-Unis a indiqué que son gouver-

nement espérait porter en 1967 sa contribution au PNUD de 65 millions à 70 millions de dollars, et qu'il continuerait à assumer sa part dans l'effort tendant à atteindre l'objectif de 200 millions de dollars fixé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2093 (XX). En même temps, toutefois, le Gouvernement des Etats-Unis a souligné qu'il ne serait pas sage d'approuver de nombreux projets de préinvestissement si les agents chargés de leur exécution, et le PNUD lui-même, n'ont pas les moyens de les exécuter efficacement et rapidement. A la demande de la délégation des Etats-Unis, la direction du PNUD va préparer une étude sur les besoins réels et les possibilités d'accroître l'aide sous forme de préinvestissement. Cette étude ne sera pas seulement utile au Conseil d'administration, elle facilitera également aux délégations l'examen des mesures à prendre en vue d'intensifier et entretenir le courant de ressources vers les pays en voie de développement ; mais il n'en est pas moins souhaitable que d'autres propositions novatrices et hardies soient formulées pour examen ultérieur.

16. Le Gouvernement des Etats-Unis espère que rien ne sera négligé pour aider et encourager le PNUD dans les efforts qu'il fait pour atteindre ses importants objectifs.

17. M. WURTH (Luxembourg) constate que le Conseil d'administration prend toujours mieux conscience du rôle important qu'il est appelé à jouer dans la détermination de la politique à suivre, et il se dit convaincu que le Conseil d'administration sera en mesure de définir d'une façon plus détaillée le rôle du PNUD dans la « stratégie de développement » des institutions du système des Nations Unies.

18. La délégation luxembourgeoise se félicite de constater qu'un équilibre s'instaure progressivement, dans les projets du Fonds spécial, entre les secteurs agricole et industriel, qui sont tous les deux d'importance vitale pour le progrès des pays en voie de développement ; elle approuve également la décision de consacrer une partie des fonds du PNUD à la construction d'usines pilotes ou d'ateliers pilotes, qui non seulement aideront à combler le fossé entre le préinvestissement et les investissements mais montreront aussi la voie à suivre dans l'avenir. L'efficacité de cette méthode pourrait, à son avis, être accrue si l'on faisait appel autant que possible à des équipes intégrées, à des services contractuels et à des bureaux d'ingénieurs-conseils. La construction d'usines et la formation de main-d'œuvre qualifiée, de techniciens et de cadres doivent se poursuivre concurremment afin d'assurer des emplois à ceux qui reçoivent une formation. A cet égard, il importe d'assurer une coopération étroite avec la future Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

19. Un rôle de plus en plus déterminant sera dévolu aux représentants résidents ; ils devront pouvoir assumer un rôle de coordonnateur entre les gouvernements bénéficiaires, le PNUD et les institutions spécialisées. La délégation luxembourgeoise approuve l'idée de désigner des conseillers industriels après la création de l'Organisation pour le développement industriel, afin de promouvoir l'industrialisation des pays en voie de développement ; elle estime toutefois que ces conseillers

devront être adjoints à l'équipe du représentant résident, dont le rôle de coordination serait ainsi renforcé.

20. M. CHAND (Inde) souligne que la situation financière du PNUD est très inquiétante puisqu'il apparaît que, même si l'objectif de 200 millions de dollars est atteint à la Conférence d'annonce des contributions, les activités du PNUD seront réduites d'environ 25 millions de dollars en 1967. Les progrès réalisés au cours de la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement ont été assez décevants du point de vue des pays en voie de développement, et il serait extrêmement regrettable de devoir réduire maintenant les activités du PNUD faute de ressources. Compte tenu toutefois de l'expansion économique continue des pays développés, il n'y a pas de raison pour que l'objectif du PNUD pour 1966 ne soit pas atteint et pour qu'on n'arrive pas à recueillir 250 millions de dollars de contributions en 1967.

21. La délégation indienne est convaincue que la rationalisation des activités du PNUD en augmentera l'efficacité. Un excellent début à cet égard a déjà été marqué par la coordination des activités du PNUD avec celles d'autres organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées ; il convient de se féliciter également des relations étroites qui se sont établies avec la BIRD et la Banque interaméricaine de développement. Il convient d'espérer que des relations analogues s'instaureront avec les banques asiatique et africaine de développement lorsque celles-ci commenceront à fonctionner.

22. Le représentant de l'Inde accueille avec satisfaction la constitution d'un fonds de roulement de 7,5 millions de dollars ainsi que l'autorisation donnée au Directeur d'utiliser une partie de ce fonds pour des projets du type Fonds spécial. Cette procédure permettra de pallier les effets de retards dans l'approbation des projets et de réduire le délai entre leur approbation et leur mise à exécution.

23. La délégation indienne partage les vues du Directeur concernant le besoin urgent de vouer une plus grande attention à l'industrialisation des pays en voie de développement ainsi que l'opportunité d'augmenter le nombre des projets touchant directement la production industrielle. A cet égard, elle espère que le PNUD coopérera de façon aussi étroite que possible avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en ce qui concerne les investissements relatifs aux projets industriels, les activités opérationnelles et l'utilisation de contributions versées par les gouvernements pour des services industriels spéciaux. Il faudra aussi instaurer une coordination satisfaisante avec d'autres organismes dont l'activité s'exerce dans le domaine de l'industrialisation.

24. La controverse au sujet du rang de priorité relatif que le PNUD devrait assigner respectivement aux projets industriels et aux projets agricoles est assez vaine, étant donné l'interdépendance de ces deux secteurs du point de vue du développement d'un pays.

25. La communauté internationale a le devoir d'aider à l'industrialisation des pays en voie de développement, et ces pays espèrent que l'Organisation pour le dévelop-

pement industriel jouera un rôle décisif à cet égard. L'Inde appuiera sans réserve cette organisation, et elle pense qu'en l'installant à la Nouvelle-Delhi on favoriserait l'établissement de relations plus étroites entre les pays développés et les pays en voie de développement et l'on rapprocherait l'ONU du tiers monde.

26. L'action du PNUD dans le domaine de l'étude des marchés et de la promotion des exportations serait la suite logique de son action dans le domaine de l'industrialisation, étant donné que le but principal de la diversification économique est de permettre aux pays en voie de développement de diversifier leurs exportations vers les pays développés pour accroître leurs recettes d'exportation. Toutefois, l'action du PNUD dans ce domaine doit être très étroitement coordonnée avec celle du GATT et celle de l'UNCTAD. Le PNUD ferait œuvre très utile en effectuant des études sur la possibilité d'implantation d'industries dans les pays en voie de développement et en accordant, dans la limite de ses ressources, un rang de priorité élevé à ces études.

27. Le système de l'expert associé est utile, mais il est plus utile encore que les pays bénéficiaires d'une assistance technique désignent des homologues qualifiés qui puissent par la suite assumer les fonctions des experts étrangers. Il faudrait s'attacher à accélérer l'exécution des projets du PNUD grâce à une meilleure concentration des efforts à l'échelon national et de la part des agents chargés de l'exécution.

28. Si l'Inde a reçu beaucoup d'aide du Programme élargi et du Fonds spécial, elle a apporté de son côté un concours notable en fournissant des experts, des moyens de formation et du matériel. En outre, jusqu'à la fin de 1965, la contribution financière de l'Inde au Programme élargi s'est élevée à 8,37 millions de dollars, et sa contribution au Fonds spécial à 12,5 millions. En 1966, malgré ses difficultés financières, l'Inde a prévu de verser 3 millions de dollars de contribution au PNUD.

29. La délégation indienne estime elle aussi qu'aucun pays n'est trop riche pour recevoir de l'aide ni trop pauvre pour en donner, et elle sait que rien ne saurait remplacer l'auto-assistance. Les pays en voie de développement ont accompli à cet égard des efforts héroïques en vue d'élever leur niveau de vie, mais le fruit de leurs efforts se trouve compromis du fait que le volume de l'aide fournie par les pays développés tend à plafonner. Depuis quatre ans, le montant de l'assistance des pays développés aux pays en voie de développement demeure stationnaire à 9,5 milliards de dollars, et son montant net n'a été, en fait, que de 6 milliards de dollars ; le Directeur a suggéré de fixer à 14 milliards de dollars l'objectif à atteindre pour le montant net de cette assistance en 1970, ce qui est très peu par rapport au produit national brut des pays exportateurs de capitaux.

30. Il incombe donc à la communauté internationale dans son ensemble, et tout particulièrement aux pays développés, de veiller à ce que tout le programme des Nations Unies dans le domaine de l'assistance technique et de l'aide au développement ne soit pas compromis.

31. M. BENYAHIA (Algérie) dit que la délégation algérienne considère la fusion du Programme élargi et du Fonds spécial comme un pas en avant vers la ratio-

nalisation de leurs activités respectives, la planification intégrale, la coordination des divers types de programmes de coopération technique et, surtout, comme un progrès dans les activités d'investissement.

32. Aucune décision n'a encore été prise sur la suggestion de créer un comité du programme chargé d'aider le Conseil d'administration à s'acquitter de sa tâche. Néanmoins, cette suggestion a contribué à faire accepter l'idée de réunions privées groupant les membres du Conseil d'administration et les hauts fonctionnaires du PNUD, procédure qui aidera le Conseil d'administration à se tenir mieux informé des événements. La franchise des échanges de vues qui ont eu lieu semble montrer qu'une coopération extrêmement utile pourra s'établir entre le Conseil d'administration et la direction du PNUD.

33. Il est encourageant de constater que le Conseil d'administration a adopté un programme qui comprend près de 140 projets, mais il est regrettable que des difficultés financières empêchent de maintenir ce rythme d'activité à l'avenir. Même si l'objectif de 200 millions de dollars fixé par la résolution 2093 (XX) de l'Assemblée générale est atteint à la prochaine Conférence d'annonce des contributions, le rythme du programme ne pourra pas être maintenu, à moins que les ressources n'augmentent de 33 millions de dollars par an au lieu des 25 millions de dollars prévus initialement. Or, il deviendra toujours plus difficile de regagner le terrain perdu, et la dynamique du développement appelle des efforts dynamiques ; c'est de cette manière seulement que l'on pourra augmenter le total des ressources et promouvoir les opérations d'investissement.

34. Du point de vue technique, les activités de pré-investissement du PNUD ont donné d'excellents résultats et aident les pays bénéficiaires à assurer leur développement économique et social d'une façon rationnelle. Toutefois, il est indispensable que les études fort importantes qui sont effectuées ne restent pas de simples recommandations faute de capitaux à investir. Le Secrétaire général a souligné ce point au paragraphe 194 de son rapport intérimaire sur la Décennie du développement (E/4196 et Add.1 à 3).

35. Il est évident que la fonction du PNUD est de préparer la voie aux investissements en encourageant l'action de la BIRD et de ses filiales ou des banques régionales récemment créées. Cependant, lorsque ses activités ont un caractère d'avant-garde, le PNUD devrait pouvoir aller au-delà des limites existantes pour jouer en quelque sorte le rôle d'un catalyseur et attirer les capitaux vers les secteurs appropriés de l'économie. Le moment est venu de confier au PNUD des tâches supplémentaires et de lui permettre de consacrer une partie de ses ressources à des investissements. Il a déjà été suggéré d'affecter 25 millions de dollars par an à des projets d'investissement dans le domaine du développement industriel.

36. Tout bien considéré, le PNUD, par suite de la décantation progressive et de l'évolution de la notion de développement, est actuellement un des instruments les plus importants dont dispose l'ONU pour tenter d'atteindre les objectifs de la Décennie du développement.

37. M. SANTA CRUZ (Chili) déclare que la délégation chilienne appuie sans réserve la fusion du Programme élargi et du Fonds spécial, cette opération paraissant donner d'excellents résultats. Si le Conseil n'est pas censé étudier le PNUD en détail, il est chargé d'en définir les grands principes directeurs. Il y a lieu de mentionner ici deux points auxquels la délégation chilienne attache de l'importance. Tout d'abord, il faudrait que le PNUD accorde une priorité spéciale aux projets régionaux, comme le Programme élargi et le Fonds spécial l'ont fait dans le passé. C'est précisément parce qu'ils désirent assurer l'intégration rapide de leurs économies que les pays latino-américains attachent un tel prix aux projets régionaux et sous-régionaux. En second lieu, le PNUD a évidemment un rôle important à jouer dans le cadre des mesures prises par l'ONU pour favoriser le développement et notamment atteindre les objectifs de la Décennie du développement. Le rôle de la planification dans la réalisation de ces objectifs est important et il conviendra également de prêter une attention très grande aux questions d'investissement et de préinvestissement. Il est donc surprenant que le rapport du Comité de la planification du développement (E/4207) ne mentionne pas le PNUD comme l'un des organismes avec lesquels ce comité coopère.

38. Le fait que les contributions au PNUD n'ont pas atteint l'objectif fixé préoccupe vivement la délégation chilienne. Il est encourageant de constater que les États-Unis ont promis d'augmenter leur contribution.

39. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) rappelle que le Gouvernement britannique a été l'un de ceux qui, lorsque la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial a été suggérée pour la première fois, ont mis en doute la sagesse de l'opération. Finalement, le Royaume-Uni a quand même consenti à appuyer sans réserve la fusion et a voté la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale. La délégation britannique estime que le Programme unifié ouvre de grandes perspectives et peut constituer le centre des activités de l'ONU en matière de développement et un facteur de coordination du travail sur le terrain.

40. La deuxième session du Conseil d'administration du PNUD a été plus utile et productive que la première. Elle avait été mieux préparée, la documentation était plus complète et les propositions présentées par la direction reposaient sur une information plus sérieuse. De l'avis de la délégation britannique, les échanges officieux de vues et de renseignements entre la direction et les membres du Conseil d'administration au début de la session ont constitué une innovation fort utile.

41. On n'a pas encore réalisé de grands progrès dans la soudure des deux éléments du Programme. Le Directeur du PNUD a demandé qu'on lui trace une ligne de conduite, mais c'est lui qui devrait suggérer des moyens de réaliser cette soudure. Les deux éléments du Programme peuvent être comparés à deux voies parallèles sur lesquelles les trains circulent à des vitesses et à des fréquences différentes. L'objectif est d'établir une troisième voie entre les deux premières, sur laquelle circuleraient de nouveaux convois venant des deux voies initiales. Le rythme du PNUD ne suivra pas nécessairement le

rythme biennal du Programme élargi ni tout à fait les périodes beaucoup plus longues des projets du Fonds spécial. Une planification à long terme sera nécessaire en vue d'obtenir que l'assistance technique du Programme élargi aboutisse à la mise en œuvre de projets de préinvestissement, qui pourront être suivis de projets de « seconde phase » d'une durée plus brève correspondant à l'élément assistance technique. Toutes ces activités devront être imbriquées de manière à constituer une suite cohérente, et il conviendra peut-être d'établir des plans pour cinq ou six ans. Les résolutions de l'Assemblée générale précisent toutefois que l'assistance doit être fournie sur la demande des gouvernements. Or, si des ressources trop importantes sont immobilisées dans des plans à long terme, où les gouvernements obtiendront-ils l'assistance à court terme qu'ils avaient l'habitude d'obtenir auprès du Programme élargi ? Les gouvernements doivent encore pouvoir choisir entre une assistance à long terme et une assistance à court terme ; les caractéristiques des deux éléments qui composent le PNUD doivent être conservées. La direction a réussi à définir chacun des deux éléments qui composent le programme actuel d'après les principes énoncés dans les résolutions initiales. Avant qu'on envisage la fusion, une coopération s'était établie pour un certain nombre de projets. La direction devrait maintenant être invitée à continuer dans cette voie et à suggérer des moyens de pousser plus loin la fusion progressive des deux éléments constitutifs du Programme, sans sacrifier le principe essentiel du libre choix du bénéficiaire. S'il faut probablement compter deux ou trois ans pour achever la fusion, on aura le temps d'examiner ces questions à fond. De même, si la cadence à laquelle la direction donne suite aux demandes se ralentit en raison du manque de ressources, on pourrait étudier de plus près les moyens de rendre la fusion plus effective et le PNUD, dans son ensemble, plus efficace. Sir Keith Unwin espère que la direction aura des suggestions à présenter sur ces points au Conseil d'administration lors de sa troisième session. De toute manière, il faudra continuer d'examiner le fonctionnement du Programme, surtout pour voir s'il y aurait moyen d'adopter, pour l'élément assistance technique, un système de budget par projet plutôt que de programmes biennaux. Si un tel système était appliqué, les éléments assistance technique et Fonds spécial pourraient être progressivement amenés à fonctionner de conserve et être ainsi plus étroitement intégrés.

42. Les activités de préinvestissement du Fonds spécial et, désormais, du PNUD, contribuent beaucoup à l'industrialisation et stimulent le mouvement des capitaux. Il est logique qu'au stade actuel de ces activités, on passe progressivement des inventaires généraux de ressources aux études de viabilité. En même temps, il importe que le Conseil d'administration et le Conseil économique et social encouragent les pays à réaliser un développement harmonieux. Cependant, chaque gouvernement doit décider lui-même de l'équilibre particulier qu'il entend donner à l'économie de son pays.

43. La délégation britannique prévoit qu'une coopération étroite s'établira entre le PNUD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Les sphères d'activité des deux organismes sont diffé-

rentes, mais plus leur collaboration sera étroite, plus leur efficacité à tous deux sera grande. La délégation britannique appuie la décision du Conseil d'administration concernant les projets pilotes et les projets de démonstration (E/4219, par. 91 à 104), à condition toutefois qu'il s'agisse réellement de projets pilotes et de démonstration et qu'ils conduisent à de nouveaux investissements ; il ne faudrait pas que ce soient simplement des investissements de faible envergure ne conduisant à rien de plus.

44. Tous les représentants sont convaincus de la nécessité d'accroître les ressources dont disposent les institutions multilatérales à des fins de développement. La délégation britannique se félicite donc de la déclaration du représentant des Etats-Unis annonçant que son pays augmenterait sa contribution au PNUD.

45. M. ASTROM (Suède) affirme de nouveau que le PNUD jouit de l'appui entier et de la pleine confiance du gouvernement suédois.

46. C'est un fait que, pour ne pas avoir à réduire les affectations de fonds en 1967, il faudrait que les contributions annoncées en 1966 augmentent de 40 à 50 %. Cela ne devra pas être perdu de vue lorsque le Conseil et d'autres organes des Nations Unies envisageront de faire appel au PNUD pour financer de nouveaux programmes dans des domaines tels que les ressources naturelles ou l'application de la science et de la technique au développement. On pourra éviter de réduire les affectations de fonds en 1967 si les pays augmentent leurs contributions ou s'ils annoncent des contributions pour plusieurs années à l'avance. Jusqu'ici, la Suède est le seul pays à avoir adopté cette dernière méthode, d'autres pays faisant valoir qu'il leur faudrait surmonter des difficultés d'ordre juridique et constitutionnel pour pouvoir suivre son exemple. Pourtant, il ne faut pas oublier que tous les pays prennent des décisions qui équivalent à des engagements financiers pour plusieurs années à l'avance. La coopération avec les pays en voie de développement est une affaire assez importante pour justifier de tels engagements de plus longue durée. Le représentant du Pakistan a évoqué la nécessité d'accorder des prêts à des conditions libérales pour le développement. La Suède, par ses contributions supplémentaires à l'AID, a rendu possible l'octroi de tels prêts aux pays en voie de développement.

47. La fusion des deux éléments du PNUD s'est opérée sans heurts. Jusqu'ici, elle s'est surtout traduite par un changement d'ordre technique. La prochaine étape consistera à fondre les éléments organiques en un seul programme. L'adoption d'un système fondé sur des groupes de projets pour l'élément assistance technique constituera un pas important dans la bonne voie. Le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU, en raison de la souplesse d'emploi de ses fonds, sera probablement en mesure de prêter une assistance croissante aux projets du PNUD. Le Gouvernement suédois a l'intention de proposer que les fonds disponibles au titre du programme ordinaire d'assistance technique soient augmentés.

48. La délégation suédoise se félicite d'apprendre les efforts tentés pour combler le fossé qui sépare pré-

investissement et investissement proprement dit. La création d'usines pilotes et de démonstration et l'octroi d'assistance à titre remboursable sont des mesures positives dans cette direction. La suggestion tendant à ce que le PNUD soit prié d'établir des prévisions et des demandes d'assistance, notamment dans le domaine de l'industrialisation, mérite d'être prise en considération.

49. Il y a lieu de reconnaître le rôle décisif des gouvernements bénéficiaires dans la préparation, l'exécution et la continuation des projets. Les représentants résidents jouent également un rôle important dans la planification et la mise en œuvre des programmes, dans la coordination entre programmes multilatéraux et dans les questions de personnel. A cet égard, les accords conclus entre le PNUD et les institutions spécialisées concernant le mandat des représentants résidents devraient être communiqués non seulement à ces derniers, mais également aux représentants des institutions spécialisées sur le terrain. Les instructions données à tous les représentants sur le terrain de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées devraient être les mêmes.

50. Il est décourageant d'apprendre que les affectations de fonds risquent de diminuer au moment même où les demandes d'assistance augmentent, mais cette situation aurait l'avantage d'obliger le PNUD à opérer une sélection et à consacrer plus d'attention à la question des priorités. Cette situation obligerait également tous les intéressés, ainsi que les institutions spécialisées et le PNUD, à considérer les projets dans la perspective d'une planification générale à long terme. Ce n'est que dans une telle perspective qu'il sera possible de parvenir à un maximum d'efficacité et de tirer le meilleur parti des ressources disponibles.

51. M. KADLEC (Tchécoslovaquie) fait observer que les décisions que le PNUD doit prendre concernant les priorités et la portée de ses activités figurent parmi les problèmes essentiels qui se posent à lui. Les pays en voie de développement escomptent à juste titre que les activités de préinvestissement du PNUD seront peu à peu complétées par des investissements proprement dits. La Tchécoslovaquie espère que les projets d'usines pilotes et de démonstration constitueront un premier pas dans cette direction et qu'il sera suivi par la mise en œuvre d'autres projets appropriés.

52. La délégation tchécoslovaque se félicite que le Directeur du PNUD entende intensifier les consultations avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et elle apprécie ses efforts en vue de renforcer la fonction de coordination des représentants résidents. Par ailleurs, la collaboration du PNUD avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement devrait être placée sur une base plus solide et plus durable.

53. L'opinion de la Tchécoslovaquie sur le Programme élargi d'assistance technique et sur le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU demeure inchangée. En raison de ses objectifs spécifiques, le Programme élargi devrait continuer à constituer un élément distinct du PNUD, mais le programme ordinaire devrait être intégré au PNUD. Il est anormal que les crédits

inscrits au budget ordinaire de l'ONU servent à financer des activités opérationnelles. Pour ces raisons, la délégation tchécoslovaque ne sera pas en mesure de voter le projet de résolution présenté par le Conseil d'administration du PNUD (E/4219, annexe III) et elle s'abstiendra s'il est mis aux voix.

54. Le Gouvernement tchécoslovaque continuera de soutenir de façon effective les activités de coopération technique des Nations Unies et fournira une assistance concrète pour la mise en œuvre des projets.

55. M. MWALUKO (République-Unie de Tanzanie) rappelle que son pays a beaucoup bénéficié des activités du Programme élargi et du Fonds spécial et espère en tirer des avantages plus grands encore maintenant qu'ils ont été fusionnés pour former le PNUD. Il se passera quelque temps, toutefois, avant que la fusion soit complète. C'est pourquoi une étude comptable du prix de revient du PNUD serait prématurée au stade actuel; plusieurs années devraient s'écouler avant que le nouvel organe ne fasse l'objet d'une telle étude.

56. Pour planifier le développement économique, les gouvernements des pays peu développés jugent souvent souhaitable de travailler sur la base d'une zone ou région. De plus, ils estiment d'ordinaire opportun d'étudier ensemble plusieurs secteurs d'activités; pour ce qui est de l'agriculture par exemple, les industries qui reposent sur elle et les questions connexes telles que l'électrification et la construction routière doivent être planifiées simultanément. Il faut espérer que, dans ses études de préinvestissement et de viabilité, le PNUD ne perdra pas ces considérations de vue et ne travaillera pas uniquement sur des projets isolés.

57. En ce qui concerne l'assistance sous forme de services d'experts, il faudrait s'efforcer d'offrir effectivement aux pays demandeurs un choix plus étendu. Il importe également d'équilibrer judicieusement la fourniture de services d'experts et l'octroi de bourses ainsi que les moyens de formation locale qui permettent de former du personnel capable de prendre en charge les projets après le départ des experts.

58. Il est inquiétant de constater la très nette augmentation des achats de matériel, destiné aux projets du Fonds spécial, effectués en République sud-africaine, pays avec lequel la plupart des Etats Membres de l'ONU ont réduit leurs échanges, parce qu'il pratique la ségrégation raciale.

59. M. Mwaluko exprime l'espoir que d'autres pays donateurs tiendront compte des observations du représentant de la Suède quant aux avantages des annonces anticipées de contributions, qui aideraient à planifier les projets plus longtemps d'avance. Il engage ces pays à étudier sérieusement la question et souhaite apprendre, lors des prochaines sessions du Conseil, que cette pratique a été adoptée par un nombre considérable de pays.

60. M. DULEA (Roumanie) constate avec satisfaction les progrès accomplis en 1965 par les deux éléments du PNUD. Il se félicite que les dépenses relatives aux activités de 1965, portant sur les opérations effectuées

au titre du programme ordinaire, du Programme élargi, du Fonds spécial et d'arrangements concernant des fonds d'affectation spéciale, aient atteint 34 millions de dollars, contre 32,9 millions en 1964 et 23,2 millions en 1963. Dans le cadre de l'ensemble de l'activité de l'ONU, des experts venant de 94 pays ont accompli 2 364 missions, des bourses ont été accordées à 1 262 ressortissants de 115 pays et territoires pour des études dans 72 pays.

61. C'est au pays bénéficiaire que revient le rôle essentiel dans l'accélération de son développement économique et social, car c'est à lui qu'il appartient de mobiliser ses ressources physiques et humaines et de renforcer le cadre économique et institutionnel où doit s'inscrire ce développement, afin de tirer le parti maximum de l'assistance technique internationale qu'il reçoit. Il importe au plus haut point également que les pays préparent des plans de développement réalistes.

62. La délégation roumaine se félicite que les organes d'assistance technique, et en particulier le Fonds spécial, s'efforcent d'étendre leurs activités, afin d'aider les pays en voie de développement à assurer et à consolider leur indépendance politique et économique. Une analyse de la répartition des fonds indique que le PNUD consacre une attention croissante aux projets agricoles et industriels. Il devrait faire une plus large place aux investissements dans les branches de l'industrie qui, en utilisant les ressources naturelles disponibles, établissent les bases de l'industrialisation d'un pays et accroissent son potentiel d'exportation. Le développement et la diversification de l'industrie exigent la formation accélérée de cadres nationaux, qui elle-même suppose la création d'instituts et de centres de formation, la fourniture de services d'experts et l'octroi de bourses.

63. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que les programmes d'assistance technique des Nations Unies sont mis en œuvre depuis déjà une quinzaine d'années; avant de célébrer leur vingtième anniversaire et de les voir atteindre leur pleine maturité, il faudra décider de leur orientation définitive, comme il est de règle quand sont atteints les points critiques de la croissance. A cet égard, la deuxième session du Conseil d'administration du PNUD a revêtu une grande importance. Elle a été le cadre de débats animés sur les types de programmes qu'il faut mettre en œuvre et sur les moyens d'accroître les ressources qui peuvent leur être affectées, l'accent étant mis en particulier sur le développement industriel. Ces débats sont extrêmement profitables, non seulement aux membres du Conseil d'administration et aux pays bénéficiaires, mais aussi au Conseil économique et social en sa qualité d'organe ayant la responsabilité principale de la direction et de la coordination des activités de l'ONU qui relèvent de sa compétence. Le devoir du Conseil est de faire en sorte que le PNUD devienne un instrument efficace pour répondre aux besoins des pays en voie de développement et que ses ressources ne soient pas utilisées à l'encontre des intérêts de ces pays.

64. L'orateur se félicite que le Conseil d'administration ait approuvé plus de 3 000 projets dans le cadre du Programme élargi et du Fonds spécial et qu'une expé-

rience considérable ait été acquise dans le domaine de l'assistance technique. Le PNUD présente cependant un certain nombre de faiblesses fondamentales qui n'ont pas été suffisamment mises en évidence au cours des débats. Il faut reconnaître ses imperfections; seules des critiques constructives et librement exprimées peuvent permettre de remédier aux erreurs commises.

65. Une de ces faiblesses fondamentales est que l'élément Fonds spécial du PNUD continue à se limiter à des activités de préinvestissement; un seul des projets du Fonds spécial a eu pour objet une aide directe au développement industriel. C'est là un très piètre résultat, surtout si l'on considère le stade avancé qu'ont atteint les activités du Fonds spécial. Il est fort à craindre que ce déséquilibre dans l'orientation ne se perpétue pour l'ensemble du Programme sous l'influence des fonctionnaires de la direction du Programme et sous celle de certains pays occidentaux. Certains membres, il est vrai, ont exprimé leur désir de voir le PNUD entreprendre des activités d'investissement, mais la direction fait de son mieux pour prouver qu'il est impossible de financer directement le développement industriel dans le cadre du Programme. Le fait est, néanmoins, que le Programme dispose déjà de ressources suffisantes pour contribuer largement de façon considérable au financement de tels projets. M. Lobanov songe, en particulier, aux ressources provenant des contributions d'un certain nombre de pays qui, déposées dans diverses banques occidentales, sont demeurées inemployées. L'Union soviétique et les RSS d'Ukraine et de Biélorussie ont versé des contributions d'un montant approximatif de 11 millions de roubles, soit environ 12 millions de dollars, qui restent inemployées sans raison valable. La République démocratique allemande, Etat souverain très développé et disposant de ressources scientifiques et techniques considérables, se voit refuser la possibilité de participer aux programmes d'assistance technique. Il est regrettable qu'une telle discrimination, qui sert surtout les desseins intéressés de certains pays occidentaux, s'exerce au détriment du Programme et aille à l'encontre des intérêts des pays en voie de développement. Le Conseil doit se rendre compte de cette situation et faire le nécessaire pour y remédier.

66. En dépit des déclarations rassurantes faites à plusieurs reprises durant la présente session du Conseil ou les années précédentes, une autre faiblesse dont continue à souffrir le PNUD est l'insuffisance de l'assistance dans le domaine du développement industriel. Le Conseil ne peut certes pas s'estimer satisfait de constater qu'elle atteint 2 % seulement de l'assistance fournie. Il est impossible de justifier le fléchissement qu'a en fait subi ce pourcentage l'année dernière. En dépit des décisions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'attacher une importance particulière au développement industriel, les administrateurs du Programme continuent à donner la priorité à des études de préinvestissement. Le moment est venu de passer aux actes, étant donné surtout que plusieurs nations ayant accédé depuis peu à l'indépendance siègent maintenant au Conseil.

67. Un autre aspect négatif du Programme vient de ce que le choix des projets ne correspond pas de façon adéquate aux besoins des pays peu développés. Si l'on veut aboutir à des progrès réels dans le domaine du développement économique et social, il faut éviter à tout prix de disperser les efforts et les ressources. Ce sont là des problèmes d'ordre technique, mais ils mettent en jeu des facteurs politiques qu'on ne peut passer sous silence. A la deuxième session du Conseil d'administration, les principes fondamentaux qui doivent déterminer l'orientation générale du Programme ont fait l'objet de longs débats; il est souhaitable que le Conseil soit pleinement informé du détail de ces derniers. De l'avis de la délégation soviétique, les principes fondamentaux qui doivent régir les activités du PNUD, compte tenu des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil, sont les suivants. Le Programme est universel et, par conséquent, tout pays, qu'il soit ou non Membre de l'ONU ou des institutions spécialisées, doit être invité à participer à l'œuvre du PNUD, du moment qu'il souscrit aux principes et aux buts de l'Organisation. Cette dernière et le PNUD doivent avoir pour objectif principal de fournir une assistance réelle aux pays peu développés, pour leur permettre d'édifier une industrie nationale, d'accroître le rendement de leur agriculture et de disposer des moyens nécessaires à la formation du personnel dont chaque pays a besoin à cet effet. Il ne doit y avoir aucune ingérence d'ordre économique et politique dans les affaires intérieures des pays peu développés, et l'octroi de l'assistance ne doit être subordonné à aucune condition économique ou politique; au cours de la présente session du Conseil, plusieurs délégations ont émis des vœux à ce sujet et cette politique doit être confirmée et appliquée. Les contributions au Programme doivent être reçues sous la forme que les pays donateurs ont jugé à propos de choisir. L'assistance doit être fournie aux pays bénéficiaires sur leur demande et doit correspondre aux programmes nationaux de développement. Il faut chercher les occasions de promouvoir le développement industriel des pays peu développés en tenant compte, là aussi, de leurs programmes de développement. Il faut donner une place de plus en plus importante au financement d'activités d'investissement. En ce qui concerne le recrutement d'experts, de consultants et de représentants résidents, la nomination des membres des missions d'évaluation, ainsi que pour le choix du personnel responsable des décisions au secrétariat et l'octroi de bourses de perfectionnement, il faut respecter intégralement le principe d'une répartition géographique équitable. Les activités des experts, des directeurs de projet et des responsables de la direction du Programme doivent être soumises à un contrôle systématique. Enfin, l'assistance fournie dans le cadre du Programme doit respecter la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies et ne doit pas être utilisée pour servir les intérêts de gouvernements ou de régimes qui participent à des guerres d'agression contre des pays luttant pour leur liberté et leur indépendance.

68. Tels sont les principes qui devront servir de guide au Conseil lorsqu'il aura à examiner les mesures à prendre concernant l'assistance dans le domaine écono-

mique et social. Néanmoins, les responsables du Programme, ainsi que certains pays donateurs, n'en tiennent pas toujours compte. La pratique de confier uniquement aux ressortissants d'un nombre restreint de pays bien connus le soin de prendre des décisions concernant l'assistance technique ne peut se justifier en aucune façon. Bien que les pays en voie de développement et les pays socialistes ne manquent pas de personnes capables et compétentes, on ne les laisse pas participer pleinement à l'élaboration et à l'exécution des projets. Le simple fait qu'un pays contribue plus qu'un autre au Programme ne l'autorise pas à en monopoliser la direction et à l'adapter à sa politique ou aux intérêts de certains groupes. Il faut veiller à ce que l'atmosphère antidémocratique qui règne au sein du secrétariat ne devienne celle du Programme tout entier ; la direction doit prendre un caractère plus représentatif, comme le souhaitent les pays peu développés.

69. La délégation soviétique a approuvé la majorité des projets soumis au Conseil d'administration à sa deuxième session et a exprimé l'espoir que leur mise en œuvre accélérera le rythme du développement économique, accroîtra le rendement de l'agriculture et permettra d'élargir les moyens de formation, notamment dans le domaine du développement industriel et minier. Il apparaît que le Directeur du Programme a annoncé qu'une plus grande importance serait accordée à l'industrialisation ; il faut espérer que cette déclaration d'intention sera suivie d'effet.

70. Les ressources du Programme doivent être exclusivement consacrées au développement économique des pays peu développés dans l'intérêt de la paix, elles ne doivent pas tomber aux mains de ceux qui pourraient les utiliser directement ou indirectement pour participer à une agression contre des pays qui aspirent à l'indépendance. C'est pourquoi la délégation soviétique s'est prononcée contre les projets d'aide à la Corée du Sud, dont les troupes participent à la campagne menée contre le peuple sud-vietnamien. Aucun programme des Nations Unies ne doit être utilisé à des fins contraires à la Charte.

71. La délégation soviétique rappelle de nouveau qu'à son avis le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU doit être incorporé au PNUD. La fusion des deux programmes permettra d'accroître l'efficacité de l'assistance qui sera fournie aux pays peu développés.

72. L'orateur souhaite que le désir de la majorité des membres du Conseil de voir le Programme contribuer de la façon la plus efficace au progrès économique et social dans l'intérêt de la paix aboutisse bientôt à des résultats positifs. C'est là une tâche dans laquelle le Conseil a un rôle de premier plan à jouer.

73. M. LÓPEZ (Philippines) estime que la création du PNUD marque un renversement spectaculaire de la tendance à la prolifération des organes et des institutions dans le domaine du développement. Ce n'est pas là le seul intérêt du PNUD ; malgré sa brève existence, celui-ci a déjà à son crédit des réalisations suffisantes pour justifier la décision hardie qui a conduit à sa création. La fusion du Programme élargi et du Fonds

spécial a déjà eu pour résultat une gestion plus efficace, une meilleure coordination des éléments du programme de développement et une utilisation plus rationnelle des ressources. Le PNUD devrait cependant avoir un caractère original qui le rende à la fois différent des deux éléments qui le composent et plus large qu'eux. Le représentant des Philippines croit qu'après avoir cherché pendant vingt ans une formule pratique et acceptable pour tous en vue de fournir une assistance multilatérale aux pays en voie de développement, on l'a finalement trouvée avec le PNUD, et il pense que le problème de l'unification de la direction de l'assistance technique et des programmes de développement a été résolu. Le PNUD permettra peut-être d'éviter les doubles emplois et les gaspillages dont on s'est si souvent préoccupé par le passé. En même temps, il contribuera à simplifier les problèmes de coordination dans les pays bénéficiaires. Mais ce qui importe surtout c'est que la création du PNUD aura peut-être engendré l'esprit rationnel et constructif indispensable à un accroissement continu des ressources. Les Etats participants, qu'il s'agisse de pays développés ou en voie de développement, peuvent éprouver une confiance nouvelle en constatant qu'une gestion efficace et une direction éclairée permettront au PNUD d'être l'instrument voulu pour fournir une assistance multilatérale plus large aux pays en voie de développement.

74. Comme l'a souligné le représentant du Royaume-Uni, ce sont là des espoirs dont la réalisation demandera un certain temps, mais les résultats obtenus jusqu'ici sont déjà satisfaisants. Sous l'impulsion dynamique du Directeur et de ses collaborateurs, on peut escompter une fusion encore plus efficace des deux éléments constitutifs du PNUD.

75. Il faut espérer que le PNUD continuera à mettre au point des accords de travail pratiques et efficaces avec l'UNCTAD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et aussi que le PNUD et les institutions spécialisées ne cesseront d'améliorer la coordination de leurs activités tant à l'échelon de la planification qu'à celui de l'exécution sur le terrain, encore qu'il faille certainement du temps pour éliminer des habitudes bien enracinées. Il faudrait que les représentants résidents assument de façon plus effective la direction d'ensemble des opérations du PNUD sur le terrain et qu'ils puissent compter sur le plein concours des représentants des institutions participantes. Il conviendrait donc de les choisir avec le plus grand soin afin d'être assuré qu'ils possèdent les aptitudes, l'expérience et la formation nécessaires.

76. Il est heureux que les principaux pays contributeurs aient donné l'assurance qu'ils feraient tout leur possible pour aider à atteindre l'objectif de 200 millions de dollars que l'Assemblée générale a fixé pour le PNUD. Celui-ci est le genre de programme qui ne peut exister qu'au prix d'un développement constant.

77. M. RIVERO (Venezuela) dit que la deuxième session du Conseil d'administration a consacré la mise en route effective du PNUD. La fusion du Programme élargi et du Fonds spécial pose évidemment toute une

série de problèmes dont la solution exigera nécessairement du temps. La fusion permet d'escompter une meilleure coordination — question qui a été longuement discutée par le Conseil d'administration et qui continue à retenir l'attention des membres du Conseil économique et social. L'étude du budget du PNUD a permis de dégager deux conclusions principales, à savoir que les pays peu développés déploient de grands efforts pour faire face à leurs obligations, mais qu'il est indispensable d'assurer au Programme les ressources financières dont il a besoin pour accomplir sa tâche. A cet égard, M. Rivero se félicite de ce que le représentant des Etats-Unis ait annoncé que son pays avait l'intention d'augmenter sa contribution, et de ce que le représentant de la Suède ait déclaré que son pays continuerait à annoncer les siennes d'avance.

78. Les membres du Conseil devraient indiquer franchement si leur seul but est de coopérer pour promouvoir le développement des pays bénéficiaires ou s'ils ont d'autres aspirations ou objectifs.

79. Le nouveau Programme imposera de modifier les procédures en vigueur, mais le nombre des projets approuvés et les objectifs hardis qui ont été fixés montrent déjà qu'on doit le considérer comme un moyen efficace de promouvoir le développement. Il convient de lier étroitement les activités de préinvestissement et d'investissement entreprises au titre du Programme; la décision d'établir des usines pilotes mérite un appui sans réserve. Il conviendrait de passer constamment en revue l'ordre de priorité compte tenu de l'évolution de la situation dans les pays en voie de développement. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, dont la création a éveillé de grands espoirs parmi les pays en voie de développement, devrait être renforcée afin de répondre aux besoins du processus de développement industriel amorcé dans ces pays. Il faut donner la plus grande impulsion aux programmes régionaux. Quelques-uns des programmes approuvés à la deuxième session du Conseil d'administration auraient pu être élargis si l'on avait appliqué ce principe.

80. Comme plusieurs orateurs qui l'ont précédé, M. Rivero estime que l'on doit renforcer le rôle des représentants résidents et que ce serait là le moyen d'améliorer la coordination de tous les programmes.

81. Il faut renverser les barrières artificielles qui entravent le commerce des pays en voie de développement, dont les produits devraient avoir plus largement accès aux marchés. Il serait paradoxal d'aider les pays en voie de développement à développer leur économie tout en prenant des mesures qui limitent les débouchés ouverts à leurs produits.

82. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution présenté par le Conseil d'administration du PNUD (E/4219, annexe III).

Par 22 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

83. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique qu'il s'est abstenu parce que le projet de résolution ne tenait pas compte des intérêts d'un certain groupe de pays.

84. M. LEWIN (France) déclare que la délégation française a voté la résolution sous réserve des objections de principe qu'elle a formulées au sujet du financement par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies d'opérations du genre de celles qui sont proposées.

85. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil adopte un projet de résolution ainsi conçu :

*« Le Conseil économique et social
Prend acte des rapports du Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies pour le développement (E/4150 et E/4219). »*

Ce projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 18 h 35.